

Contre la loi d'autonomie des universités...

Mobilisons-nous dès la rentrée

Le gouvernement présente un projet de loi sur l'autonomie des universités. Ce texte a suscité les critiques des organisations étudiantes et syndicales. On dirait que l'UMP s'ingénie déjà à nous provoquer.

Ce que prévoit le Gouvernement...

Le projet renforcerait les pouvoirs des présidents d'universités qui pourraient, par exemple, recruter des agents contractuels à la place des professeurs fonctionnaires. Les universités pourraient accéder à l'autonomie budgétaire et à la propriété immobilière, avec possibilité, entre autres, de créer des fondations pour recevoir des fonds privés, afin d'accroître leur financement. On reste dans le flou concernant la sélection à l'entrée en master (à bac +3). En clair, les universités qui le souhaiteraient pourraient refuser des étudiants en 4ème année.

... et ce qui en découle.

L'autonomie budgétaire va créer une inégalité flagrante entre les universités qui vont recevoir nombre de fonds privés et celles qui en auront moins. Un véritable fossé entre les universités les mieux cotées et les autres. Il y aura aussi une concurrence au niveau de la qualité d'enseignement des universités, avec la sélection à l'entrée en 2ème cycle. On assistera à la mise en place d'universités à plusieurs vitesses.



Certaines facs auront les meilleurs étudiants, les meilleurs professeurs et orienteront leurs enseignements et leur recherche selon le bon plaisir des entreprises qui les financeront. Les autres universités ne délivreront plus que des diplômes au rabais, des diplômes professionnels, valables dans une seule entreprise. Si tu es formé par une entreprise et qu'elle fait faillite ou te licencie, ton diplôme n'est pas reconnu par les autres boîtes. En gros, tu as étudié pour rien. Mais tu auras fait de très nombreux stages gratuits ou sous-payés, ce qui est bien pratique pour le patronat.

Dans les facs, on s'organise déjà pour riposter, même si le gouvernement cherche à endormir les directions syndicales. Nous devons nous mobiliser contre le gouvernement et ce projet insensé qui nous concerne ou nous concernera bientôt, qu'on aille à la fac ou pas ! En 2006, les étudiants, les lycéens et les salariés ont gagné contre le CPE. A la rentrée, on remet ça !

Préparer la riposte tous ensemble !

Les premières attaques du gouvernement se précisent. Il s'agira d'une part de « l'autonomie » des universités et d'autre part, de briser le droit de grève, avec le « service minimum ». La loi interdira aux travailleurs des transports de participer à des mouvements comme celui qu'on a connu contre le CPE. Sarkozy a laissé entendre qu'il pourrait faire interdire les grèves qui ne sont pas votées par l'ensemble du personnel !

Le gouvernement a précisé qu'il gèlera le SMIC cette année et étudiera diverses méthodes pour tendre vers une augmentation du temps de travail. Il a confirmé sa volonté d'en finir avec le CDI et d'imposer un contrat unique, précaire, inspiré du CPE/CNE.

L'exemple de Kronenbourg

Les ouvriers de Kronenbourg ont déjà fait l'expérience de ce qu'implique le « travailler plus »... Sans gagner plus. La direction de l'usine a tenté de rendre obligatoire les heures supplémentaires et le travail le samedi.



Les travailleurs, qui subissent des conditions de travail déjà difficiles, ont donné la seule bonne réponse : la grève ! Ils ont fait plier la direction qui a été forcée de reculer sur les heures supplémentaires, mais aussi de leur verser une prime de 1 500 € et à embaucher du personnel supplémentaire !

Construire une opposition de masse

L'opposition à cette politique ne se construira pas « à l'Assemblée » comme le prétend le PS, mais dans nos lycées, facs, quartiers et entreprises. C'est cette opposition-là, celle de la rue, que les JCR et la LCR veulent construire avec tous ceux qui sont prêts à le faire. Pour faire reculer ce gouvernement, l'ensemble de la jeunesse et des travailleurs devra suivre l'exemple de Kronenbourg et s'opposer à cette politique par des luttes plus puissantes encore que celle contre le CPE !

Si Sarkozy s'empresse tellement pour casser le droit de grève, c'est bien parce que la grève reste l'arme la plus puissante des travailleurs. Elle permet de paralyser la production, l'économie, les profits et de frapper le patronat là où ça lui fait le plus mal : dans son portefeuille ! Et contrairement au droit de vote, le droit de grève est accessible à tous, majeurs comme mineurs, français comme immigrés ! Dès la rentrée, dans les entreprises, les facs, les lycées, ripostons !

S'organiser, militer, prendre contact avec les JCR

Nom:.....Prénom:.....
Adresse:.....
Lycée :Code postal:.....Ville:.....
Téléphone:.....Email:.....

À renvoyer à JCR-RED, 2 rue Richard Lenoir 93 100 Montreuil.